

# La Wallonie mise toujours sur l'argent de l'Europe

STRATÉGIE Le sud du pays craint de ne plus être retenu comme région en transition

- ▶ Dans deux semaines, la Commission européenne rendra publiques ses perspectives budgétaires au-delà de 2020.
- ▶ Les politiques de cohésion et donc les aides structurelles sont menacées.
- ▶ La Wallonie risque de perdre un milliard dans l'aventure. Le comité des Régions met la pression.

La Wallonie retient son souffle : bénéficiera-t-elle toujours de l'aide massive des fonds structurels européens au-delà de l'actuelle programmation, qui court de 2014 à 2020 ? Rien n'est acquis, rien n'est perdu non plus. Une certitude : on pourrait commencer à y voir plus clair dès le début du mois de mai, lorsque la Commission fera état des perspectives budgétaires pour 2021 et au-delà. Un budget étriqué et il y aurait lieu de s'inquiéter. Une ambition qui transparaît à travers les chiffres et voilà de quoi rassurer les régions d'Europe qui bénéficient des largesses communautaires dans le cadre des politiques de cohésion.

Depuis les millions de l'Objectif 1 accordés au Hainaut dans les années nonante, la Wallonie est restée sous perfusion européenne. Un changement majeur est intervenu en 2014 : considéré jusqu'alors comme une région en difficulté, le sud du pays (à l'exception du Brabant wallon) est devenu une « région en transition », une catégorie créée de toutes pièces pour les secteurs où le produit intérieur brut (PIB) évolue entre 75 et 90 % de la moyenne européenne.

Entre 2014 et 2020, les aides structurelles accordées à la Wallonie auront dépassé le milliard d'euros, qu'il s'agisse du Feder ou du Fonds social européen (FSE). Des montants qu'il faut multiplier par deux puisque les budgets de la Région ou de la Fédération Wallonie-Bruxelles doivent

contribuer au cofinancement des projets soutenus. Avec des centaines de kilomètres de frontières, les provinces du sud peuvent aussi bénéficier des fonds Interreg pour des dossiers montés avec des partenaires français, par exemple.

À l'échelle de l'Union, le comité européen des Régions milite pour la sauvegarde du budget alloué aux politiques de cohésion : elles doivent profiter à tous, même s'il faut travailler « sur mesure » en fonction des situations des unes et des autres. Pas question de laisser des zones blanches sur la carte de l'Europe. Or, depuis l'automne dernier, il se dit que le Brexit et ses conséquences sur le budget européen vont imposer une redéfinition drastique des critères et des indicateurs qui permettent de distribuer les aides.

## Opération de lobbying

La Commission elle-même a fait état de scénarios qui inquiètent les Wallons, mais pas uniquement. L'évolution envisagée pourrait coûter sa place à la Wallonie dans le cercle fermé des régions en transition, c'est une première hypothèse. À moins, autre cas de figure, que la Commission décide de mobiliser ses moyens en faveur des seules régions en difficulté, ce qui exclurait l'ensemble du territoire belge du dispositif. Perte sèche : 2,71 milliards sur l'ensemble du territoire national.

Le comité des Régions s'est lancé dans une grande opération de lobbying (#CohesionAlliance) pour convaincre les autorités européennes de maintenir le cap pour les prochaines années. À la tête de cet organisme fort de

350 membres, on trouve aujourd'hui notre compatriote Karl-Heinz Lambertz (PS).

L'ancien ministre-président germanophone résume l'actuelle équation : « Toutes les Régions d'Europe seront-elles éligibles ? Nous le demandons. Les catégories actuelles seront-elles maintenues ? Nous l'ignorons. Combien d'argent sera-t-il disponible et comment sera-t-il réparti ? Mystère... Tout cela passe d'abord par des décisions ambitieuses sur le budget de l'Union. »

## Trois catégories

Inutile de préciser que le citoyen d'Eupen porte aussi le combat de la Wallonie. Ce mercredi à Bruxelles, il a rencontré

Willy Borsus (MR), le ministre-président wallon, et d'autres responsables des régions en transition qui jouent la carte de la solidarité :

« Quand on est en transition, on sait d'où on vient et parfois où on va. Mais on ne sait pas toujours où on est », résume le germanophone à l'intention des régions qui, comme la Wallonie, sont assises entre deux chaises depuis 2014.

Une vision partagée par le locataire de l'Elysette : « Cette caté-

gorie de transition correspond à notre situation, à nos perspectives de redressement et à la reconversion industrielle. Elle témoigne des efforts déjà fournis depuis une quinzaine d'années. Si nous devons être ignorés à l'avenir par les politiques européennes de cohésion sociale, il s'agirait d'un coup très dur. »

La réunion de ce mercredi a permis de plaider pour le maintien de cette catégorie intermédiaire : « La politique de cohésion doit développer une approche différenciée en fonction de la situation de chaque région, a souligné Karl-Heinz Lambertz. Il faut donc maintenir les trois catégories actuelles, non seulement sur base du PIB par habitant, mais aussi sur base de nouveaux indicateurs en lien avec la pauvreté, le chômage, l'innovation, le changement climatique ou la migration. »

À Namur, Willy Borsus prend comme un signe encourageant la décision prise en décembre dernier par Corina Cretu, commissaire à la politique régionale : avec quatre autres régions, la Wallonie a été retenue pour bénéficier d'un projet pilote afin de soutenir sa transition industrielle. « Une stratégie visant à transformer l'économie, sans heurts et sans laisser personne sur le quai », souligne la responsable européenne. La Wallonie ne demande rien d'autre, au fond. ■

ERIC DEFFET

**ÉCONOMIE****L'aéropole carolo :  
4.000 emplois**

A Charleroi, les aides européennes, et principalement le Feder, ont pignon sur rue. Autour des installations d'un aéroport en pleine expansion, la zone économique dite de l'aéropole s'étend sur une centaine d'hectares autrefois voués à l'agriculture. « La politique de cohésion de l'Union européenne a permis de créer là-bas 150 entreprises et 4.000 emplois », a expliqué Willy Borsus ce mercredi.

L'aéropole carolo fait une large place aux secteurs d'avenir et à la recherche : biotechnologies, aéronautique et technologies de l'information. Le monde universitaire contribue largement au développement du site, qui bénéficie aussi d'infrastructures communautaires : centre de conférence, crèches, restaurants... L'exemple carolo est spectaculaire. Mais d'autres pôles wallons ont bénéficié depuis le début du siècle du soutien massif de l'Europe croisé avec les moyens dégagés sur fonds propres par la Wallonie dans le cadre du plan Marshall et de ses successeurs. On peut songer, entre autres, à la Creative Valley de Mons, née dans la foulée de Mons 2015, ainsi qu'à Galaxia, le parc développé à Transinne par l'intercommunale Idelux, et qui met en valeur les entreprises spécialisées dans le spatial.

E.D.

**ENVIRONNEMENT****Contenir la Lys  
du côté de Comines**

C'est le fruit du hasard : mercredi matin, avant de retrouver Karl-Heinz Lambert à Bruxelles, Willy Borsus a assisté à Comines au lancement du projet Linbatys. Un acronyme simple à comprendre : il évoque la « Lutte contre les inondations dans le bassin transfrontalier de la Lys ». Le mot « transfrontalier » est essentiel ici. Les eaux se moquent des frontières, c'est bien connu. Les inondations aussi : entre Flandre, Wallonie et France, la Lys a parfois provoqué des dégâts considérables lorsqu'elle sortait de son lit. A travers le programme Interreg, l'Europe a donc décidé de participer au cofinancement de travaux hydrauliques importants qui vont permettre de stocker les eaux de pluie et de lutter contre les phénomènes d'érosion. Partout en Wallonie, des projets unissent des partenaires de part et d'autre des frontières avec le soutien de l'Europe. Dans tous les domaines : environnement, mais aussi santé, éducation, action sociale, culture... Dans le cas de Comines, le budget débloqué par la Commission est de 1,6 million d'euros.

**LES CHIFFRES****645**

En milliards d'euros, il s'agit approximativement du budget consacré par l'Europe à ses politiques de cohésion sociale pour les années 2014 à 2020. Plus de 180 milliards vont à la recherche, aux PME ou à l'économie numérique. Plus de 168 milliards sont réservés aux politiques d'emploi, de formation et d'inclusion sociale. Enfin, 262 milliards sont consacrés à l'environnement, au climat ou à la mobilité.

**1.600**

Selon les estimations de l'époque, c'est le nombre d'entreprises créées grâce aux fonds européens entre 2007 et 2013. Plus de 2.200 autres sociétés avaient été soutenues dans leur développement.